

Hebdo Canada

Ottawa
Canada

Volume 10, N° 7
le 17 février 1982

Trente ans de télévision française à Radio-Canada — Perspectives	1
Appel aux Canadiens en faveur des réfugiés polonais	3
Nomination d'un délégué général de l'Ontario à Paris	3
Réunion, à Ottawa, du comité de l'énergie de la CDA	3
Zooplancton et barrages	4
A la recherche du passé au fort Saint-Jean	4
Visite fructueuse du ministre du Commerce au Brésil	5
Une alarme parlante	5
Une entreprise de Windsor obtient un contrat à Trinidad et Tobago	6
Livres sur les études celtes à l'Université d'Ottawa	6
Recherches sur la production de mini-carottes au Canada	6
Véri/Tech, version canadienne	6
La chronique des arts	7
Nouvelles brèves	8

Trente ans de télévision française à Radio-Canada — Perspectives

La loi de 1968 sur la radiodiffusion, en redéfinissant le mandat de la société Radio-Canada, lui donnait, entre autres, comme objectif, "d'étendre ses services ... de télévision à la presque totalité de la population de langue française ... au fur et à mesure de la disponibilité des fonds publics, et [de] régionaliser sa programmation".

Depuis l'ouverture, en 1952, d'une station de télévision à Montréal, la société Radio-Canada n'a pas cessé d'étendre son réseau national de télévision et elle compte, à présent, 12 stations de télévision de langue française qui sont: CBFT Montréal, CBVT-Québec (ouverte en 1964), CBGAT-Mataneë (1972), CJBR-TV-Rimouski (1977), au Québec, et CBAFT-Moncton, Nouveau-Brunswick (1959), CBWFT-Winnipeg, Manitoba (1960), CBXFT-Edmonton, Alberta (1970), CBLFT-Toronto (1973), CBEFT-Windsor, Ontario (1976), CBKFT-Regina, Saskatchewan (1976), CBUFT-Vancouver (1976) et CBOFT-Ottawa-Hull (1955).

En plus de ces stations qui sont des centres de production, Radio-Canada possède six autres stations affiliées à Rouyn-Noranda (1957), Trois-Rivières (1958), Jonquière (1955), Sherbrooke (1974), Rivière-du-Loup (1962) et Carleton (1959).

L'immensité du territoire à couvrir, avec ses cinq fuseaux horaires, sur une distance de plus de 5 000 kilomètres, a nécessité, en plus des installations techniques, la mise en place d'un système complexe et efficace de coordination et de distribution des programmes à l'échelle nationale, comme à l'intérieur des régions et des sous-régions.

En 1970, le réseau français de télévision de Radio-Canada était accessible à 39 p. cent de la population globale et à 93 p. cent de la population "pouvant parler français". En 1981, ces chiffres sont passés respectivement à 84 p. cent et 98 p. cent.

A la fin des années 70, les périodes mises à la disposition des stations régio-

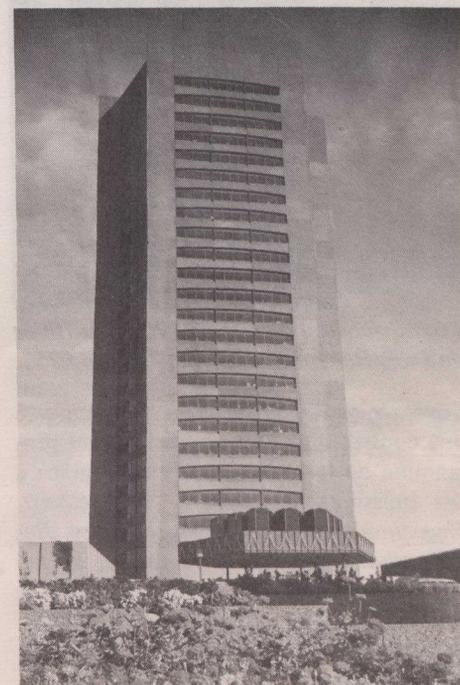
nales pour les nouvelles et émissions régionales d'affaires publiques étaient de l'ordre de 5h15 par semaine; depuis octobre 1981, ces périodes sont de 1h15 par jour.

Rôle des stations régionales

Peu à peu, les centres de production hors de Montréal ont augmenté leurs effectifs et élaboré des programmations répondant aux intérêts et aux goûts des téléspectateurs de leurs régions. Le progrès s'est fait non seulement en quantité mais aussi en substance, grâce au recrutement d'un personnel choisi surtout dans le milieu.

La participation des régions au réseau national s'est également accrue. Par leurs émissions, qui reflètent leurs milieux, elles se font connaître à l'ensemble du Canada, apportant ainsi leur contribution à la réalité canadienne.

En 1980-1981, par exemple, les sta-



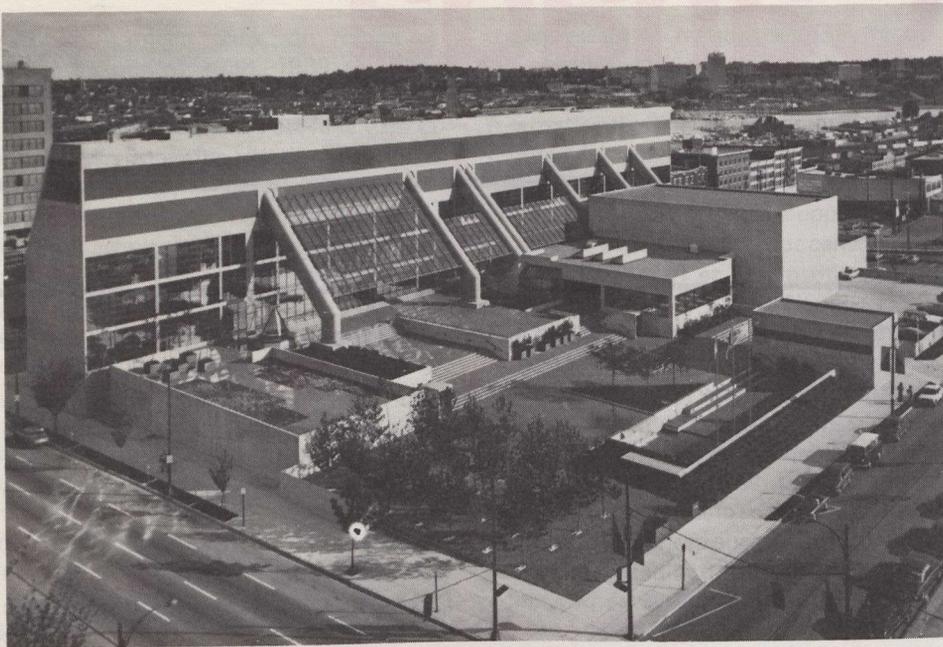
L'immeuble de Radio-Canada à Montréal, siège de CBFT, première station de télévision française au Canada, inaugurée le 6 septembre 1952.

Pierre C. La Casse



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada



CBUFT est entrée en ondes le 27 septembre 1976, dans la nouvelle Maison de Radio-Canada à Vancouver, complétant ainsi l'infrastructure de la télévision française au Canada.



Techniciens à l'oeuvre à la station affiliée de Trois-Rivières, ouverte le 15 avril 1958.

tions régionales et affiliées ont apporté une contribution très appréciable au programme de la télévision française grâce à des émissions telles que *En mouvement*, *Magazine-Express*, *Sur des roulettes*, *Reflets d'un pays*, *L'Air du temps*, *Le lac des fées*, *Pulsion*, *Pistolli*, *A contrepoids*, *Génies en herbe*, *Les Ateliers*, *L'Album de souvenirs*, *Femme d'aujourd'hui*, et *Le Jour du Seigneur*.

La production régionale est indispensable au développement culturel, aux communications et à l'épanouissement des différents groupes sociaux; cependant,

son augmentation est assujettie aux ressources disponibles du milieu. Dans certaines régions, par exemple, les "bassins culturels et artistiques" sont relativement faibles et les stations ne peuvent assurer un rythme de production, varié et de qualité, sans un soutien important de la Société.

Des sondages ont montré que le rayonnement des émissions locales attire un nombre de téléspectateurs deux fois plus élevé que celui du réseau national, quand il s'agit d'émissions d'un intérêt public régional; par contre, ces mêmes sondages révèlent que les émissions destinées aux

jeunes et les émissions sportives du réseau national sont plus suivies que celles des régions.

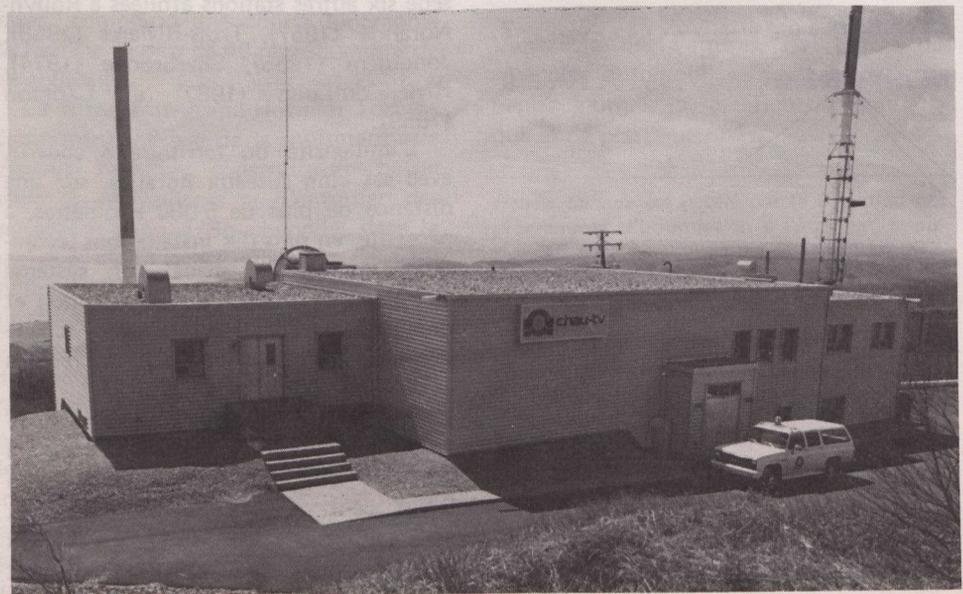
Objectifs pour les années à venir

Dans son rapport, *Une décennie 1970-1980*, Radio-Canada décrit les objectifs de son réseau de télévision française pour les prochaines années.

Ainsi, sur le plan du rayonnement, la Société entend compléter son Plan accéléré et corriger les lacunes qui existent encore dans la qualité de la réception des stations et des réémetteurs.

La Société projette d'établir des centres de production à Sudbury (Ontario), et Sept-Îles (Québec), et de compléter le réseau de correspondants dans certaines provinces pour assurer un meilleur service local, provincial et régional. Elle cherchera, également, à accroître les ressources de la production, selon l'importance des populations de langue française à desservir et selon les ressources intellectuelles et artistiques des différents milieux, afin, d'abord, d'enrichir la programmation locale des diverses stations, ensuite, de favoriser les échanges et les coproductions d'émissions entre les diverses stations régionales, et, enfin, d'augmenter les contributions régionales au réseau national dans divers domaines de programmation, tels que la musique, les variétés, les dramatiques et les émissions pour enfants.

Au chapitre de la distribution des programmes, la Société vise à réaménager les moyens de distribution d'émissions (réseaux terrestres et satellite) de façon à permettre la formation de mini-réseaux



CHAU-TV, établie le 17 octobre 1959 à la Baie des Chaleurs, a étendu ses services à travers la Gaspésie et le Nord du Nouveau-Brunswick.

Photos Radio-Canada



Station de Radio-Canada à Edmonton.

pour la présentation d'émissions éducatives et politiques à caractère provincial, ainsi que de rencontres sportives d'intérêt régional. Elle a l'intention, de plus, de réaliser un système de pré-alimentation des émissions du réseau national aux stations situées dans les provinces de l'Atlantique.

Pour ce qui est de la programmation, la Société veut donner aux stations plus de moyens techniques et autres leur permettant de réaménager l'horaire du réseau et d'harmoniser les programmations locales et nationales, selon les besoins des populations qu'elles desservent. Elle favorisera la diffusion, par les stations régionales, d'émissions venant de producteurs privés de leurs régions, ainsi que les échanges et les coproductions d'émissions entre les diverses stations régionales.

Enfin, sur le plan de la recherche et du développement, la Société se propose trois objectifs: réaliser périodiquement des recherches auprès des téléspectateurs, afin de mieux connaître la cote d'écoute des stations et les opinions des téléspectateurs sur les émissions; — chercher, de façon plus systématique, des talents régionaux; — et intensifier la participation du personnel des stations aux divers stages de formation qu'elle organise.

L'augmentation du nombre des stations régionales hors du Québec durant la dernière décennie, les nombreux réémetteurs qui étendent leur rayonnement, l'emploi d'un personnel choisi en très grande majorité dans le milieu régional, le fait d'une programmation répondant aux intérêts des régions témoignent de la volonté constante de Radio-Canada d'être au service de la population de langue française de tout le Canada.

Appel aux Canadiens en faveur des réfugiés polonais

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, a lancé un appel aux organismes privés et aux particuliers pour qu'ils apportent leur aide aux réfugiés polonais voulant venir au Canada, en provenance des camps de réfugiés installés en Autriche.

D'ici la fin de l'année, le Canada admettra 14 000 réfugiés parrainés par le gouvernement et d'autres admis aux termes du programme spécial de réunion des familles; mais un grand nombre de réfugiés auront encore besoin d'aide.

"Le nombre de réfugiés polonais admis au Canada, dans le cadre du parrainage privé, ne fait l'objet d'aucune restriction", a noté le Ministre.

Le gouvernement du Canada a signé des ententes de parrainage avec le Congrès des Canadiens d'origine polonaise, l'Alliance des Polonais du Canada et plusieurs groupes religieux.

Jusqu'à maintenant, 5 500 Polonais ont reçu de l'aide grâce au plan de 1981

en faveur des réfugiés et aux mesures spéciales mises en place en octobre dernier par M. Axworthy. Il s'agit, dans une proportion de 50 p. cent, de réfugiés aidés par le gouvernement, auxquels s'ajoutent des visiteurs ayant présenté une demande pour rester au Canada; 1 000 autres personnes sont venues de Pologne par l'entremise du programme de réunion des familles.

Notons aussi que dans le cadre de la Journée de solidarité internationale avec la Pologne, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du Canada. Dans un message télévisé d'appui à la Journée, le premier ministre du Canada a pressé le régime militaire polonais d'annuler la loi martiale et d'ouvrir la voie à la réconciliation nationale.

Réunion, à Ottawa, du comité de l'énergie de la CDA

La première rencontre du nouveau comité sur l'énergie de l'organisation Coopération pour le développement en Afrique (CDA) s'est tenue à Ottawa les 14 et 15 janvier.

Cette rencontre a réuni des spécialistes des programmes africains et du secteur énergétique venant de Belgique, des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de la République fédérale d'Allemagne, auxquels se sont joints des spécialistes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

La rencontre a permis de fixer des buts et des objectifs à la CDA, et de mettre en place des mécanismes qui favoriseront la participation du continent africain à l'identification et à l'exploitation des ressources énergétiques essentielles au développement. Au sujet de cette participation, les délégués sont tombés d'accord sur la nécessité d'entamer des consultations le plus tôt possible.

Ils ont également décidé de tenir leur prochaine réunion au début de mai, afin de pouvoir soumettre un rapport à la réunion de haut niveau de la CDA qui doit avoir lieu à la fin juin à Washington.

Objectifs de la CDA

La création de la CDA remonte à 1979. Ses pays fondateurs (la Belgique, le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne) voulaient ainsi stimuler la concentration rapide et efficace de leurs programmes, afin de résoudre des pro-

Nomination d'un délégué général de l'Ontario à Paris



Radio-Canada

Mme Adrienne Clarkson, journaliste à la chaîne anglaise de Radio-Canada, a été nommée récemment au poste de délégué général de l'Ontario à Paris. Animatrice depuis sept ans d'une émission documentaire, *The Fifth Estate*, elle prendra ses fonctions à la fin du mois de mai. Mme Clarkson, qui est bilingue, connaît très bien la France où elle a séjourné plusieurs fois. Née à Hong Kong en 1939, elle a étudié à l'Université de Toronto et à la Sorbonne, à Paris.

blèmes prioritaires de développement en Afrique sub-saharienne.

La CDA choisit des programmes et projets hors de la portée d'un seul pays sur le plan financier ou technique, et qui demandent la collaboration de plusieurs pays. De tels projets ont pour but d'encourager la coopération régionale entre les pays africains, ou encore revêtent une importance fondamentale pour l'un de ces pays.

Lors de sa troisième rencontre de haut niveau, en septembre 1981 à Ottawa, la CDA a confié au Canada la responsabilité de diriger le comité de l'énergie.

Le secteur énergétique constitue un élément important de la politique étrangère canadienne, particulièrement à l'égard des pays en développement. A la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui s'est tenue l'été dernier au Kenya, le Canada s'est en effet engagé à augmenter son assistance dans le secteur de l'énergie en faveur des pays du Tiers-Monde. Il a, par ailleurs, manifesté son intérêt dans ce domaine en créant Petro-Canada International dans le but d'aider les pays en développement à améliorer leur situation énergétique.

Zooplancton et barrages

Les effets sur le zooplancton d'une rivière et d'une tourbière réticulée, de la mise en eau d'un réservoir dans le Canada subarctique, a fait l'objet d'une étude menée pendant plusieurs années par trois chercheurs de l'Université de Montréal: Mmes Bernadette Pinel-Alloul et Gabrielle Codin-Brumer, du département des sciences biologiques et du Centre de recherches écologiques de Montréal, et M. Étienne Magnin, du département des sciences biologiques.

L'étude, commencée avant la mise en eau, s'est poursuivie après celle-ci en 1979 et 1980. Les recherches ont été faites au réservoir Desaulniers, créé sur la rivière du même nom, tributaire de la Grande Rivière qui se jette dans la baie James.

A la suite de cette étude, on a publié deux synthèses. La première met en lumière d'importants changements dans la composition, la phénologie (variabilité des phénomènes biologiques) et la densité (en nette augmentation) du zooplancton dans les eaux courantes et les milieux tourbeux perturbés. La seconde traite de la répartition spatio-temporelle des Rotifères et des Copépodes.

A la recherche du passé au fort Saint-Jean



Mlle Gisèle Piédalu, responsable des fouilles au fort Saint-Jean (Québec), supervise le travail d'élèves-officiers qui nettoient les fondations du vieux fort.

Au cours de la saison estivale, au Collège militaire royal de Saint-Jean (Québec), le martellement des bottes des élèves-officiers sur le terrain de parade a fait place aux bruits sourds du pic et de la pelle d'une équipe de fouilleurs.

Ces fouilleurs, en majorité des élèves-officiers placés sous la direction d'une archéologue de Parcs Canada et de ses deux assistantes, tentaient de mettre à jour quelques vestiges du fort Saint-Jean, construit en 1748, sous le régime français.

Leurs recherches ne furent pas vaines puisque, en plus de retrouver l'emplacement d'un des quatre bastions du vieux fort, ils ont recueilli un grand nombre d'artefacts, datant des XVIII^e et XIX^e siècles, qui serviront à reconstituer la vie quotidienne des occupants du fort.

Ces fouilles avaient lieu à l'arrière du mess des officiers, à quelques mètres de la rivière Richelieu.

"Plusieurs personnes de la région répétaient sans cesse que le sol du Collège militaire de Saint-Jean recelait des trésors historiques d'une grande valeur, rappelle le major Robert Dion, président du Comité du patrimoine du Collège. Le colonel Savard [ancien commandant du Collège] a donc sollicité le concours de Parcs Canada pour que l'on entreprenne des fouilles."

Si des recherches sommaires, faites

durant l'été 1980 ne jetèrent pas de lumière sur ce passé qu'on tentait de "déterrer", cette année, les résultats sont plus que probants.

"Nous sommes très satisfaits de nos découvertes, affirme Mlle Gisèle Piédalu, responsable du projet. On a envoyé tous les artifacts à nos laboratoires de Québec où ils seront analysés, répertoriés et jugés selon leur valeur historique. Quant aux fondations du bastion que nous avons mises à jour, elles nous ont permis de situer l'emplacement du fort. Malheureusement, nous n'avons pas pu localiser un autre bastion, ce qui nous aurait donné un aperçu de ses dimensions réelles."

Les jeunes élèves-officiers, une trentaine au total, qui ont participé aux fouilles ont été d'une aide précieuse. Pour la majorité d'entre eux, il s'agissait d'une expérience tout à fait nouvelle. L'élève-officier Sean Toohey, de Montréal, fut un de ceux-là. "J'en suis à ma cinquième et dernière semaine de recherches, déclare-t-il entre deux pelletées de terre. Ce fut très intéressant comme travail, surtout quand nous avions la chance de déterrer des artifacts."

Les fouilles ont pu être menées grâce à la collaboration du colonel Eugène Savard, ancien commandant du Collège, et de Parcs Canada.

Extrait d'un article du major Gérald Baril publié dans *Sentinelles*.

Visite fructueuse du ministre du Commerce au Brésil

Le ministre du Commerce, M. Ed Lumley, a effectué une visite officielle de trois jours au Brésil, au mois de décembre, à l'invitation du ministre du Commerce et de l'Industrie du Brésil, M. João Camillo Penna. L'objectif de sa visite était d'offrir son appui aux hommes d'affaires canadiens présents sur le marché brésilien.

Le Ministre, qui était accompagné d'une importante délégation de hauts fonctionnaires et de dirigeants d'entreprise, a rencontré, à Brasilia, plusieurs ministres chargés des questions économiques et commerciales, soit, outre M. Penna, les ministres des Affaires étrangères, de l'Agriculture, des Communications, ainsi que des Mines et de l'Énergie; il a également rencontré les ministres suppléants de l'Aéronautique, de la Planification et des Transports. A Sao Paulo, le ministre Lumley s'est entretenu avec le gouverneur de l'État, M. Paulo Salim Maluf, qui avait lui-même visité le Canada en juin dernier.

Ces rencontres ont permis des discussions fructueuses sur certains projets spécifiques, dont la vente possible d'un système canadien de communication par satellite, la construction d'une usine de méthanol, d'une usine de charbon et d'une centrale hydro-électrique. Les discussions ont également porté sur plusieurs autres possibilités d'exportation de biens canadiens dont des avions, des avions-citernes, des bateaux conteneurs, des plates-formes de forage en mer et des

locomotives de la compagnie Bombardier de Montréal. Un projet connexe de cette compagnie a aussi fait l'objet de la signature d'un protocole; il s'agit de la remise à neuf de locomotives diesel utilisées au Brésil. Notons, de plus, que le ministre de l'Agriculture a assuré le ministre Lumley que son pays continuerait à importer du Canada de grandes quantités de blé et de potasse et il a exprimé le désir de voir le Canada augmenter ses importations de produits agro-alimentaires brésiliens.

Tous les projets canadiens bénéficient de l'appui vigoureux de la Société d'expansion pour les exportations dont le niveau de transactions au Brésil s'élève maintenant à \$130 millions. La SEE a, de plus, mis sur pied plusieurs lignes de crédit avec les principaux gouvernements d'États brésiliens et les banques commerciales de Rio et Sao Paulo. Ces arrangements permettent de mettre rapidement à la disposition des petits exportateurs canadiens le crédit nécessaire pour conclure leurs transactions.

Durant sa visite à Sao Paulo, M. Lumley a prononcé un discours devant la Chambre de commerce Brésil-Canada sur le thème *Brésil-Canada: objectifs complémentaires dans une conjoncture internationale difficile*. Par la suite, il s'est entretenu personnellement avec une cinquantaine de chefs d'entreprise de cette ville.

En 1980, les exportations canadiennes

vers le Brésil ont atteint \$883 millions, alors que les importations s'élevaient à \$348 millions. Près de 80 p. cent des exportations brésiliennes vers le Canada sont constituées de produits manufacturés ou semi-manufacturés (moteurs, acier, chaussures), tandis que plus de la moitié des exportations canadiennes vers le Brésil sont des produits de base (blé, charbon, potasse).

Une alarme parlante

Une compagnie de Nepean (Ontario) a annoncé qu'elle avait mis au point un système d'alarme très perfectionné qui non seulement avertit les usagers, mais qui les aide aussi à fuir.

Le système Voice Alarm Communications (VAC), de la compagnie K.W. Wilks Associates Limited, pourrait se révéler particulièrement utile en cas d'incendie dans un grand édifice, un hôtel, par exemple.

Le VAC fonctionne comme une alarme d'incendie dont la sonnerie se déclenche s'il y a trop de fumée ou une chaleur excessive. Des préposés aux incendies, postés dans différentes parties de l'édifice, vérifient la raison de l'alerte et, s'il y a un danger véritable, ils alertent un responsable principal. Celui-ci donne alors l'ordre d'évacuation à l'aide de haut-parleurs placés dans les corridors et les chambres. Il dirige les opérations en avertissant, par exemple, les occupants de ne pas utiliser tel ou tel escalier rempli de fumée.

"L'originalité du système réside dans la communication verbale. Les gens se fatiguent d'entendre la sonnerie d'alarme surtout dans un édifice où il y a beaucoup de fausses alarmes; mais ils écoutent les instructions transmises par une personne", explique M. Heinz Flux, directeur général et président du Conseil de la compagnie.

Le système VAC se vend de \$7 000 à \$100 000, selon sa taille et sa complexité. On peut enregistrer toutes les informations données par haut-parleurs, ce qui permet de vérifier par la suite si l'on a transmis les bonnes instructions.

Selon un porte-parole des Services d'incendie d'Ottawa, le VAC peut être très utile à condition de bien choisir la personne qui donne les instructions.

L'entreprise a déjà vendu plus d'une douzaine de ce système à des manufacturiers de systèmes d'alerte d'incendie, à des gouvernements, ainsi qu'à des propriétaires d'immeubles privés.



Le ministre du Commerce du Canada, M. Ed Lumley (au centre à gauche), s'entretient avec le ministre des Communications du Brésil, M. Haroldo Correa de Mattos (au centre à droite).

Une entreprise de Windsor obtient un contrat à Trinidad et Tobago

Un consortium formé de Marentette Bros. International Ltd., de Windsor (Ontario), et d'Alves Contracting Company Ltd., de Port of Spain, a obtenu un contrat de \$12,5 millions portant sur la réfection des pistes des aéroports de Piarco et de Crown Point, à Trinidad et Tobago.

Les travaux de réfection des pistes devraient être terminés d'ici un an.

Le ministre du Commerce, M. Ed Lumley, a annoncé cette nouvelle au cours d'un voyage à Trinidad et Tobago. Le Ministre, qui était accompagné d'un groupe d'hommes d'affaires canadiens, a eu des entretiens avec plusieurs ministres et industriels de ce pays, touchant d'autres grands projets industriels, dont une aluminerie, la modernisation d'une raffinerie de pétrole et la mise en place d'un projet de gaz liquide.

Le Ministre et les membres de la mission se sont ensuite rendus à Bogota (Colombie), afin de discuter avec les autorités colombiennes de plusieurs projets de grands travaux dans ce pays, notamment un projet de charbonnages.

Recherches sur la production de mini-carottes au Canada

Le ministère de l'Agriculture participe à la réalisation d'un projet de trois ans visant à adapter des méthodes européennes de production et de récolte des mini-carottes, aux conditions de croissance nord-américaines.

Par l'entremise de son Fonds pour l'implantation de nouvelles cultures, le Ministère finance la moitié du projet dont le coût est évalué à \$162 039. La conserverie montréalaise David Lord Ltée, qui pilote le projet, finance l'autre moitié.

Pour l'été prochain, l'objectif est de produire au moins 30 tonnes à l'acre (0,4 hectare) de mini-carottes de forme et de grosseur constantes. Tout comme en Europe, les mini-carottes sont semées en bandes d'un mètre de largeur et non en rangs. Ainsi, un semis dense permet de produire des carottes longues et fines qui correspondent au goût du consommateur.

Depuis trois ans, la conserverie David Lord Ltée évalue la production de mini-carottes sur différents types de sol en utilisant des méthodes et de l'équipement européens. Les travaux effectués à la station de recherche du Ministère, à Saint-Jean

(Québec), permettent de conclure que les sols sablonneux, riches en minéraux sont préférables aux sols organiques tourbeux pour cette culture. Ils donnent des récoltes plus abondantes, une croissance uniforme et sont moins susceptibles à l'érosion par le vent.

Les chercheurs de la station ont aussi étudié les possibilités d'adaptation et de récolte de plusieurs variétés dont celles d'Amsterdam. Ils ont identifié certains problèmes relatifs à la lutte contre les maladies, à la densité des semis et à l'irrigation. Par ailleurs, en déterminant le taux optimal de semence, les chercheurs peuvent obtenir une germination égale, ce qui abaisse les coûts d'ensemencement et donne des carottes plus uniformes.

Véri/Tech, version canadienne

Véri/Tech est un jeu éducatif qui s'adapte à toutes les méthodes d'enseignement, à toutes les disciplines, à tous les niveaux; on peut y jouer en classe, à la maison, seul ou en groupe.

De nombreux pays utilisent cet auxiliaire de l'enseignement conçu en Allemagne. Au Canada, toutes les boîtes de jeu sont adaptées aux programmes scolaires canadiens et au contexte nord-américain par la maison d'édition Brault et Bouthillier Limitée, de Montréal, qui détient les droits exclusifs de distribution des boîtes Mini/Véri/Tech (12 jetons) et Véri/Tech (24 jetons). Parmi les boîtes de jeu de la série Mini/Véri/Tech parus récemment, notons *Les Saisons canadiennes* et *Autrefois et aujourd'hui en Amérique du Nord*, de Mme Odette Fumet-Vincent. Doit paraître bientôt *La Faune et la Flore en Amérique du Nord*, du même auteur.

Véri/Tech est un jeu simple qui se joue comme un puzzle. Par ses réponses, l'élève doit reproduire le dessin (ou clé de correction) imprimé sur la page d'exercice.

Chaque boîte contient 12 ou 24 jetons numérotés d'un côté et représentant une partie du dessin de l'autre. Chacun de ces jetons correspond aux 12 ou 24 questions présentées dans la page d'exercice. Chaque réponse choisie correspond, elle, à un numéro imprimé au fond de la boîte. L'exercice terminé, on retourne la boîte et on l'ouvre à nouveau. L'enfant peut alors constater d'un seul coup d'oeil, en comparant le dessin qu'il a formé à la reproduction exacte de la clé de correction, si ses réponses sont bonnes.

Livres sur les études celtiques à l'Université d'Ottawa



Le haut-commissaire de Grande-Bretagne, Lord Moran (au centre), représentant du British Council, présente une collection de livres sur les études celtiques au TRP Roger Guindon (à droite) et à M. Yvon Richer (à gauche), respectivement recteur et bibliothécaire en chef de l'Université d'Ottawa. Cette présentation avait pour but d'encourager la création d'une chaire d'études celtiques à cette université. Une campagne est d'ailleurs menée à cette fin par un groupe de Canadiens d'origine celte (Irlandais, Écossais, Gallois et Bretons).

Oeuvres de peintres canadiens animaliers présentées en Europe

Une exposition du Musée national des sciences naturelles et de la Fédération canadienne de la nature se trouve actuellement en Europe.

Présentée d'abord à l'Institute of Zoological Research and Alexander Koenig Museum, à Bonn (République fédérale d'Allemagne), du 8 janvier au 14 février, elle se rendra ensuite à Paris, au Musée d'histoire naturelle (du 5 avril à la mi-mai), puis à Londres, au British Museum of Natural History (du 7 juin au 16 août).

Sous le titre, *L'Art canadien de la nature*, l'exposition regroupe 28 tableaux

d'artistes canadiens animaliers contemporains de renommée internationale: Robert Bateman, Peter Buerschaper, Brenda Carter, Donald H. Curley, Jean-Luc Grondin, Dwayne Harty, Kenojuak, Glen Loates, J. Fenwick Lansdowne, George McLean, Ander Odum, Terence M. Shortt et Clarence Tillenius. On y trouve des gravures, des dessins et des peintures.

Notons que le ministère des Affaires extérieures et le Programme international des Musées nationaux du Canada ont prêté leur concours à l'organisation de l'exposition.



Caribou de la toundra en migration, Clarence Tillenius, huile.



Le Faon, Glen Loates, aquarelle, collection privée.

Bref historique

Proportionnellement à sa population, le Canada possède un nombre surprenant d'artistes de la nature de renommée internationale. La naissance de cet art au Canada, bien que relativement nouvelle, se fonde sur des traditions plus anciennes que le pays même.

Dès le XVIII^e siècle, deux artistes anglais, Mark Catesby et Eleazar Albin incluèrent dans leurs livres d'histoire naturelle des espèces indigènes canadiennes. Au siècle suivant, plusieurs artistes visitèrent l'Ouest. Carl Bodmer et George Catlin, par exemple, ont laissé en héritage un fonds inestimable d'oeuvres d'art inspirées de l'Ouest.

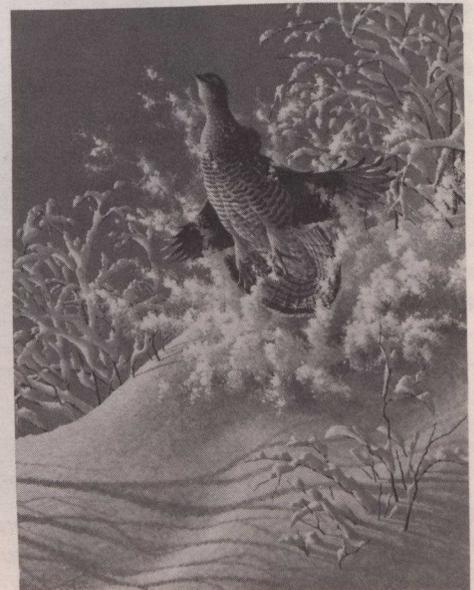
Au début du XX^e siècle, Allan Brooks, qui fut illustrateur principal au Musée national des sciences naturelles, à Ottawa, se consacra à la représentation des oiseaux, tandis qu'Ernest Thompson Seton,



La Famille de ratons laveurs, Glen Loates, aquarelle, collection privée.

Écossais qui vécut aux États-Unis et au Canada, fit des tableaux puissants de loups et d'origaux qui comptent parmi les meilleurs de tous les temps.

C'est peut-être, surtout, le legs de Thoreau Macdonald qui unit les artistes représentés dans la présente exposition: tout comme Macdonald, ils sont, par-dessus tout, "des observateurs bienveillants", conclut M. David Lank dans l'introduction du catalogue qui accompagne l'exposition *L'Art canadien de la nature*. Critique d'art et conférencier de réputation internationale, M. Lank est aussi le directeur du musée McCord, à Montréal, et il est membre de la Royal Society of Arts de Londres.



Gélinotte huppée, Jean-Luc Grondin, gouache vinylique.

Nouvelles brèves

Depuis le 8 janvier, les exportateurs canadiens de boeuf peuvent bénéficier d'une réduction de 10 à 4 p. cent des tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur les morceaux de boeuf portionnés, c'est-à-dire pré-emballés en portion individuelle.

Un groupe canadien de conseillers en gestion, Maheu-Noiseux, a obtenu un contrat du gouvernement du Cameroun pour l'évaluation et la réorganisation de l'administration des Postes, Téléphones et Télécommunications de ce pays.

Les plus récentes données d'une enquête sur l'équipement ménager révèlent qu'en mai 1981, 42,1 p. cent des maisons privées étaient chauffées au gaz, alors que les proportions s'établissaient à 40,1 p. cent en 1980 et 33,8 p. cent en 1971. L'électricité était le principal combustible de chauffage dans 20,5 p. cent des foyers (19,5 p. cent en 1980 et 4,9 p. cent en 1971). De 57,4 p. cent qu'il était dix ans plus tôt, le pourcentage des logements chauffés au mazout est tombé à 37,3 p. cent en 1980, pour chuter de nouveau à 34,3 p. cent en 1981.

En 1981, les conditionneurs canadiens ont mis en conserve 53 618 tonnes de tomates, 96 024 tonnes de jus de tomate et 10 164 tonnes de pulpe, pâte et purée de tomate.

Un symposium mondial sur l'amiante se tiendra à Montréal du 25 au 27 mai prochain, sous les auspices du gouvernement du Canada, de celui du Québec et de la Commission des communautés européennes. Les responsables du symposium souhaitent que cette réunion permette une "évaluation exhaustive des aspects positifs et négatifs de l'amiante, de sorte que la communauté mondiale soit mieux en mesure de déterminer, à la lumière des plus récentes données, les limites et possibilités de conciliation des intérêts économiques et commerciaux avec les préoccupations d'ordre social, y compris la qualité de la vie".

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a annoncé que le gouverneur en conseil avait approuvé la décision de l'Office national de l'énergie (ONE) au sujet de la construction d'un gazoduc entre North Bay et Morrisburg (Ontario), mieux connu sous le nom de "raccourci de North Bay". Sur son parcours, le gazoduc desservira un certain nombre de localités de la vallée de l'Outaouais, aux environs d'Ottawa.

Le Canada consentira \$1,6 million au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de venir en aide aux réfugiés qui se trouvent au Soudan. La subvention, qui sera versée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), se répartit de la façon suivante: \$75 000 pour les réfugiés du

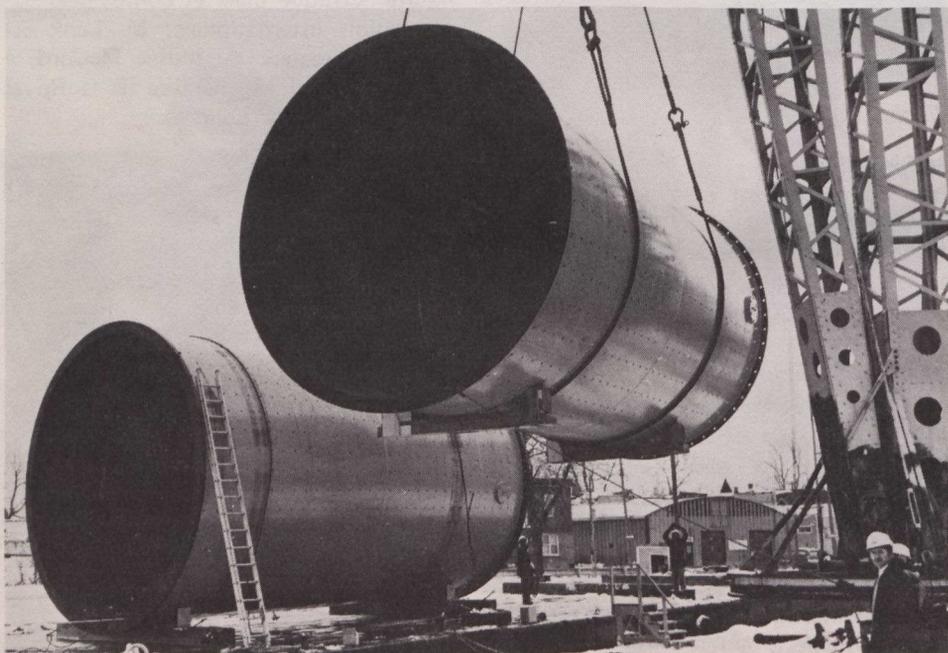
Tchad, \$250 000 pour ceux de l'Ouganda et \$1 275 000 pour ceux de l'Éthiopie. Elle servira à fournir de la nourriture, des abris, des vêtements et des appuis à la réinstallation.

Deux Montréalais, MM. Zozislaw Dydynski et Ari Van Vliet, qui ont risqué leur vie durant la Seconde Guerre mondiale pour sauver celle de leurs concitoyens juifs, ont reçu la médaille du Juste attribuée aux non-Juifs par le Yad Yashem de Jérusalem. Cette médaille, la plus haute distinction décernée par l'organisme officiel de la commémoration de l'Holocauste, leur a été remise lors d'une cérémonie qui a pris place à Montréal en décembre.

En toute justice, sous ce titre le ministre des Affaires indiennes et du Nord a publié une brochure traitant des revendications fondées sur le concept des "droits aborigènes", de leur historique, des travaux actuels relatifs à cette question et des propositions pour leur futur règlement.

Entreprise familiale de Montréal fondée en 1879, Henry Birks et Fils a passé une entente qui lui permettra d'acquérir les 55 magasins de la chaîne américaine de bijouteries Dayton Hudson Jewelers, filiale de Dayton Hudson Corporation de Minneapolis (Minnesota). En 1980, les revenus globaux de ces magasins totalisaient US\$ 52,7 millions. Henry Birks et Fils possèdent déjà 170 magasins à travers le Canada et 13 aux États-Unis.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a annoncé que le gouvernement fédéral avait affecté \$100 millions à la recherche et à la création d'emplois d'été pour étudiants en 1982. De ces crédits, \$75,6 millions iront à Été Canada afin de créer pour les étudiants des emplois axés sur la carrière, cela dans le but de les préparer à leur entrée éventuelle sur le marché du travail.



Ces énormes cylindres de broyeur de minerai, en route pour le port de Montréal, sont partis pour le Mexique, dans le cadre d'une commande faite aux Ateliers d'ingénierie Dominion de Lachine, par la compagnie minière Minera Del Norte. Les quatre broyeurs fabriqués par Dominion feront partie d'un gigantesque complexe de pelletisation que l'aciérie Sidermex-Mexico, propriété du gouvernement mexicain, est en train de construire.

Hebdo Canada est publié par la Direction des programmes d'information à l'étranger, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à la rédactrice en chef, Prisca Nicolas.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiero de Canadá.

Alguns artigos desta publicação são também editados em português sob o título Notícias do Canadá.

Canada

ISSN 0384-2304